



**Arrêté favorable avec prescriptions
accordant un permis de construire
délivré par le Maire au nom de la commune**

Dossier n°PC 44162 25 00045@

Date de dépôt :	25/08/2025
Complété le :	03/09/2025
Par :	UGECAM BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE
Représenté par :	SYLVAIN MAILLARD
Demeurant à :	2 Chemin du Breil 44800 Saint-Herblain
Pour :	Nouvelle construction : construction d'un pôle énergie + ombrières sur parking + borne IRVE
Sur un terrain sis :	31 Boulevard Salvador Allende
Référence cadastrale :	Centre Smr la Tourmaline CE161
Surface de plancher créée : 140 m²	Destination : Equipement d'intérêt collectif et services publics sous-destination : Etablissement d'enseignement, de santé et d'action sociale

Le Maire,

VU la demande de permis de construire susvisée,
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants,
VU le Plan Local d'Urbanisme métropolitain, approuvé le 5 avril 2019, notamment modifié par procédure simplifiée le 30 juin 2022, modifié le 16 décembre 2022, mis en compatibilité le 10 février 2023, mis à jour le 11 septembre 2023, et modifié le 7 février 2025,
VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) émis le 12/09/2025,
VU l'avis favorable avec prescriptions des services techniques de Nantes Métropole, Pôle Loire-Chézine, émis 10/10/2025,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire faisant l'objet de la demande susvisée est **ACCORDE** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-après :

VOIRIE : Voir l'avis des services de Nantes Métropole - Pôle Loire Chézine ci annexé.

EAU POTABLE : Voir l'avis des services de Nantes Métropole - Pôle Loire Chézine ci annexé.

ASSAINISSEMENT : EAUX PLUVIALES
Voir l'avis des services de Nantes Métropole - Pôle Loire Chézine ci annexé.

ASSAINISSEMENT : EAUX USÉES : Voir l'avis des services de Nantes Métropole - Pôle Loire Chézine ci annexé.


ELECTRICITE : Voir l'avis des services de Nantes Métropole - Pôle Loire Chézine ci annexé.

RESEAU DE CHALEUR URBAIN: Voir l'avis des services de Nantes Métropole - Pôle Loire Chézine ci annexé.



Saint-Herblain, le 14 OCT. 2025

**Pour le Maire de Saint-Herblain,
l'Adjoint délégué à l'Urbanisme et à
l'Aménagement Durable**


Jérôme SULIM



Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt : 25/08/2025

PC 44162 25 00045

OBSERVATION : Le bénéficiaire de l'autorisation fera sienne l'obligation de s'enquérir des dispositions prévues par d'autres législations et de les respecter.

PRESCRIPTIONS DES SERVICES EXTÉRIEURS : Ci-annexés les avis formulés par les services ci-après :

- L'avis du Pôle Loire-Chézine de Nantes Métropole ;
- Le rapport sécurité du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), Bureau Prévention Industrielle ;
- Le rapport de la Commission d'Accessibilité de l'Arrondissement de Nantes, Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

INFORMATION TAXE : Certaines opérations de construction et d'aménagement peuvent donner lieu au paiement d'une taxe d'aménagement (TA), qui sera dû par le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme.

INFORMATION CHANTIER : Dans l'éventualité où votre chantier nécessiterait une occupation du domaine public, vous devez vous adresser au pôle réglementation au moins un mois avant le début des travaux.

Service Prévention des Risques - Pôle Réglementation

Tel : 02 28 25 23 73 - Fax : 02 28 25 23 68 - Mail : odp@saint-herblain.fr

Ouverture de chantier : vous devez adresser à la Mairie une Déclaration d'Ouverture de Chantier ;

Fin des travaux : vous devez adresser à la Mairie une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRÉSENTE AUTORISATION DEVIENT EXÉCUTOIRE

Lorsque l'autorité compétente est le maire au nom de la commune ou le président de l'EPCI, l'autorisation est exécutoire, lorsqu'il s'agit d'un arrêté, à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Vous pouvez commencer les travaux autorisés sauf dans les cas suivants :

- si le préfet de région a imposé des prescriptions d'archéologie préventive, les travaux de construction ou d'aménagement ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution de ces prescriptions.
- si la décision de non-opposition à la déclaration préalable porte sur une coupe ou abattage d'arbres alors elle est exécutoire un mois après la date à laquelle elle est acquise.
- si votre projet fait l'objet d'une démolition, vous pouvez commencer vos travaux de démolition quinze jours après sa notification et, s'il y a lieu, sa transmission au préfet.

AFFICHAGE

L'autorisation doit être affichée sur le terrain dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau rectangulaire de plus de 80 centimètres de manière à être lisible depuis la voie publique ou des espaces ouverts au public. Ce panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance de l'autorisation, son numéro et la date d'affichage en mairie, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Il indique également, en fonction de la nature du projet :

- a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la (des) construction(s), exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
- b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs.
- d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

Le panneau d'affichage doit comprendre la mention suivante : " Droit de recours : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme). Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R. 600-1 du code de l'urbanisme). "

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait. Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif de Nantes :

- dans un délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le(s) bénéficiaire(s) de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours. Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le(s) bénéficiaire(s) de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de sa notification. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours devant la juridiction administrative, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard.

La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

DROITS DES TIERS

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles figurant au cahier des charges du lotissement...). Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

12 SEP. 2025

**Groupelement PREVENTION
Bureau Prévention Industrielle**

Affaire suivie par : **Capitaine BLOND Frédéric**
Secrétariat : MOTHIER Marie-Laurence
Tél. : 02-28-09-84-01

Nos références : 2025-006483
Vos références : votre lettre du 26 août 2025

N° dossier I-162-02038

**Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours**

à

Monsieur le Maire de SAINT-HERBLAIN
2 Rue de l'Hôtel de Ville
44800 SAINT-HERBLAIN

**Objet : PC0441622500045 – Pôle énergie de 200 m²
UGECAM BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE
31 Boulevard Salvador Allende - SAINT-HERBLAIN**

Faisant suite à votre courrier cité en références, j'ai l'honneur de vous informer que l'étude du dossier n'amène pas de remarque de la part du Service Départemental d'Incendie et de Secours en ce qui concerne la sécurité contre l'incendie.

Le Bureau Prévention Industrielle reste à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

**Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupelement Prévention adjoint**

Commandant Christophe BERINGUIER

Pôle Loire Chézine
6 Rue Virginia Woolf
44800 Saint-Herblain
Affaire suivie par Agathe Després
Tél. 02 28 03 41 78

Permis de Construire

Numéro	: PC 44162 25 00045	Déposée le	: 25/08/2025
Adresse projet	: 31 Boulevard Salvador Allende		
Centre Smr la Tourmaline		Commune	: Saint-Herblain
Demandeur	: UGECAM BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE		
Adresse	: 2 Chemin du Breil 44800 Saint-Herblain		

Reçu le : 26/08/2025
Projet : 1 - Construction d'un Pôle Energie.

AVIS TECHNIQUE DE NANTES METROPOLE

Voirie

Desserte : les conditions de desserte actuelles sur le boulevard Salvador Allende, voie publique, sont inchangées dans le cadre du projet.

Etat des lieux : lors de la réalisation du projet, les dégradations ou (et) salissures constatées sur la voie publique, imputables au chantier, seront suivies de réparations aux frais du pétitionnaire.

Au préalable, un état des lieux pourra être effectué avec les services du pôle Loire-Chézine. A défaut, le domaine public sera réputé en bon état au démarrage du chantier.

Contact : service Gestion Espace public Thierry GAREL/ Anthony SIMON au 02.28.03.41.50.

Eau potable

Ce projet ne sollicite pas de branchement au réseau public d'eau potable.

Assainissement

1. Eaux usées

Ce projet ne sollicite pas de branchement au réseau public d'eaux usées.

2. Eaux pluviales

En application des dispositions du zonage pluvial de Nantes Métropole (pièce n°5-2-9 du PLUm), les eaux pluviales doivent être gérées sur le terrain d'assiette du projet. En conséquence, le pétitionnaire devra réaliser un ou plusieurs dispositifs de gestion des eaux pluviales adaptés à l'opération, à la topographie, à la nature du sol et du sous-sol, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Au cas présent, le projet étant concerné par une zone non prioritaire, le pétitionnaire doit au minimum déconnecter (infiltrer/évaporer) le volume de 16 l/m² de surface imperméabilisée et stocker le volume produit par la pluie décennale avec un débit de rejet maximum autorisé de « 3 l/s/ha aménagé ».

La notice hydraulique fournie par le pétitionnaire est validée. Un ouvrage d'infiltration/stockage d'une surface active de 50 m² permettra d'assurer le niveau de service 1 par infiltration et d'un volume utile de 7 m³ permettra d'assurer le niveau de service 2 par stockage en retenant une pluie cinquantennale avec un débit de fuite limité à 1 l/s. Le niveau de service 3 sera assuré par un débordement du trop plein sur la parcelle.

Les eaux pluviales du projet se raccorderont sur le réseau d'eaux pluviales du bâtiment existant.

Contact service instructeur : Pascal Rannou (02 28 03 41 50).

Electricité

Ce projet a été instruit avec la puissance de raccordement de 1000KVA en triphasé.

La distance entre le réseau public existant et la parcelle du projet ne permet pas un raccordement au réseau public de distribution d'électricité avec un simple branchement conforme à la norme NF C 14-100.

Une extension du réseau public d'électricité sera nécessaire sur le domaine public sous la maîtrise d'ouvrage d'ENEDIS pour raccorder le projet de construction.

Les modalités de facturation de cette extension respecteront les dispositions de la Loi APER n° 2023-175 du 10 mars 2023 portant les travaux de raccordement au réseau public d'électricité aux frais du pétitionnaire : selon les dispositions de l'article L 342-11 du code de l'énergie, l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension nécessaires est à la charge du pétitionnaire.

Selon les dispositions de l'article L342-11 du code de l'énergie, l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension nécessaires à la réalisation d'un projet de production d'énergie n'est pas à la charge de Nantes Métropole.

Réseau de chaleur urbain

Ce projet n'appelle pas de remarque particulière.

Saint-Herblain, le 10 OCT. 2025

Anne Brisset

Responsable du Service Développement
Urbain et Environnement

